Laurent HINCKER, *Sectes, rumeurs et tribunaux. La
République menacée par la chasse aux sorcières ?*

Strasbourg, Éd. La nuée bleue/DNA, 2003, 156 p.

Christian Guinchard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5913>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.5913

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 272-274

ISBN : 978-2-86480-848-0

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Christian Guinchard, « Laurent HINCKER, *Sectes, rumeurs et tribunaux. La République menacée par la
chasse aux sorcières ?* », *Questions de communication* [En ligne], 6 | 2004, mis en ligne le 16 mai 2012,
consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5913> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.5913>

1883, 1891) avait été contredit par Simone de Beauvoir (*Le deuxième sexe*, Paris, Gallimard, 1949), comme l'imaginaire encore Friedrich Heer (p. 65), la femme demeure plus que jamais un objet, une « marchandise » (p. 63). Si les mouvements contestataires de 1968 furent pour lui le signe d'une avancée, même s'il s'agissait plus d'une révolution sexuelle qu'autre chose (p. 70), s'il sut apprécier le fait que les femmes puissent décider de leur corps (Evelyn Sullerot, *Demain les femmes*, Paris, R. Laffont, 1965) – ce qui conduisit logiquement en France à la loi Veil (1975) –, il rejoignit néanmoins Witold Gombrowicz quand celui-ci disait que « la femme est la clé pour accéder à l'homme » (*Aus dem Tagebuch des Witold Gombrowicz*, München, dtv, 1966, p. 94, cf. page 71 du volume recensé). Ce qui signifie que la femme ne peut trouver l'égalité dans la société qu'en prenant la responsabilité d'apporter à l'homme cette maturité qui, seule, lui permettra d'accepter et de respecter son altérité. Ce cheminement s'avère à nouveau complexe. Il peut même paraître suspect, mais surtout utopique. Friedrich Heer n'a jamais envisagé que la femme puisse être inférieure à l'homme. Les « relations claires » (p. 71), au sein d'une cellule familiale et proposées par le penseur, ne sont peut-être plus à l'ordre du jour, mais elles jettent néanmoins les bases d'une égalité partagée, même si, au départ, « l'icône » de la femme sur laquelle reposait ce projet était trop belle.

Si Friedrich Heer privilégie l'histoire des vrais rebelles, ceux qui ont entretenu une relation dialectique – presque hégélienne – avec l'autorité, cela correspond à la philosophie qui a été le moteur de toute sa vie, celle de « la raison créatrice », jamais définie par l'auteur, mais toujours présente et illustrée. Les contestataires qui furent aux prises avec la société – Jésus, Jans Hus, Jeanne d'Arc, Martin Luther... (pp. 119-139) – ont marqué leur époque. Mais, curieusement, en bousculant l'*ordo* traditionnel pour donner un visage plus humain à la société, à la vie, pour « créer », ils ont œuvré sans le savoir pour une « renaissance du père » (p. 139), comme le postule Friedrich Heer dans une démarche qui tient de la philosophie, de la religion et

de la psychologie. Apparemment Freud – lui aussi un rebelle (p. 55) – ne détenait pas la clé – utopique – pour régler l'éternel conflit entre le fils et le père, mais peut-être que le seul visionnaire en ce domaine ne pouvait être qu'un prophète, en l'occurrence Malachias.

La conception de l'ouvrage répond à la démarche et aux critères retenus dans le projet initial. Le titre donné au volume, même s'il ne fait que reprendre celui de l'un des essais, convient bien à l'ensemble, car les questions européennes sont omniprésentes. Ces essais contiennent un grand potentiel de vérités, toujours valables, une dynamique historique, et dépassent le simple témoignage porté sur le passé : la « casa d'Austria » peut encore féconder l'Europe future (pp. 21-27). Ainsi ces textes contribuent-ils à l'élaboration de l'avenir, à comprendre les problèmes actuels de la Communauté européenne, le néo-nazisme, les dérives sociales généralisées, la mondialisation incontrôlée et incontrôlable – par exemple l'opacité des grandes multinationales (p. 70) –, les rivalités et guerres ethniques. La pensée de Friedrich Heer a donc conservé toute sa force. Elle est soutenue par un ouvrage dont la rigueur éditoriale et bibliographique, l'index utile et révélateur (pp. 176-180) caractérisent aussi cette publication de qualité.

Jeanne Benay

CÉPLA, université de Metz
jeanne.benay@wanadoo.fr

Laurent HINCKER, *Sectes, rumeurs et tribunaux. La République menacée par la chasse aux sorcières ?*

Strasbourg, Éd. La nuée bleue/DNA, 2003, 156 p.

La décision de publier ce livre repose sans doute sur l'idée que, loin d'être un simple défenseur de nos intérêts privés, « l'avocat est aussi un veilleur » qui peut nous avertir des transformations sociales que sa position et sa pratique professionnelles lui permettent de voir plus rapidement et plus distinctement que d'autres ne le font. Nourri d'exemples tirés de la jurisprudence et fondé sur l'expérience de son auteur qui a défendu la fédération des écoles Steiner

et la Shri Ram Chandra Mission, cet ouvrage tente de mesurer les enjeux politiques des rapports parlementaires et des lois rédigés afin de lutter contre les sectes. Contrairement à ce que pourrait laisser penser le titre, il ne s'agit pas d'un nouvel éclairage sur les sectes qui seraient envisagées ici du point de vue juridique. En effet, ce livre ne porte pas tant sur les dangers que font courir les sectes à des personnes fragiles et crédules (ce que l'auteur ne méconnaît pas !) que sur les risques liés aux dispositifs de stigmatisation et de fichage mis en place depuis le rapport Vivien en 1983 jusqu'au rapport Guyard-Brard en 1999. À un premier niveau, le lecteur habitué des travaux d'Erving Goffman sur la stigmatisation des handicapés et des malades mentaux ou de Howard S. Becker sur l'étiquetage des déviants retrouvera une sensibilité et une approche des institutions qui lui sont familières. Mais ce livre élargit le champ d'analyse des formes disqualifiantes d'étiquetage en prenant directement en compte la dimension politique de ces mécanismes.

Quelles sont, pour un groupe religieux quelconque, les conséquences sociales de la qualification de secte ? Il serait bien difficile de définir ce que pourrait être une secte par rapport à une religion et il semble bien que, dans ses rapports, le législateur associe des groupes aux caractéristiques hétérogènes par leurs tailles, leurs préoccupations, leurs pratiques... Laurent Hincker se garde bien de proposer lui-même la moindre définition. Adoptant une méthode qui rappelle celle des interactionnistes lorsqu'ils analysent la production de la folie ou de la délinquance comme résultat d'un processus d'étiquetage, il considère qu'une secte est précisément un groupe qui a été désigné comme tel. Or, comme il le rappelle, parler de secte c'est se référer implicitement à toutes sortes de délits tels que l'exercice illégal de la médecine, les abus sexuels, l'extorsion de fonds... En fait, le groupe auquel on colle cette étiquette est immédiatement disqualifié. Pire, le terme vaut comme une accusation désignant un danger avéré car le suicide collectif de

Guyana, les embrouilles financières et meurtrières de l'Ordre du Temple solaire... sont des références toujours sous-jacentes à une telle qualification.

Le livre serait décevant et ne donnerait guère à penser s'il s'en tenait là. Faisant un pas de plus, Laurent Hincker montre que la qualification des groupes religieux comme sectes dans les rapports parlementaires est indiscutable (car les groupes sont épinglés sans être entendus) et juridiquement inattaquable (car les rédacteurs de ces rapports contre lesquels aucun recours n'est possible jouissent d'une immunité totale). C'est sans doute ici que l'ouvrage dépasse le cadre habituel de l'interactionnisme. En effet, même lorsque Howard S. Becker parle des « entrepreneurs de morale », il ne donne qu'une très faible consistance politique à son propos. En l'occurrence, au contraire, ce sont les conséquences politiques de la stigmatisation des sectes qui constituent le fil rouge de la réflexion de l'auteur.

Image d'une société totalitaire contraire aux principes républicains, la secte apparaît comme un « antimodèle » commode permettant de valoriser notre fonctionnement politique habituel. Ceci explique sans doute la disproportion qu'il est possible de constater lorsqu'on compare l'intensité de la mobilisation politique et médiatique avec la taille des nuisances concrètes que peuvent produire les sectes. En fait, si l'on suit les raisonnements de Laurent Hincker, on parvient à l'idée que les parlementaires ont suivi l'opinion publique et l'ont érigée en « question de société ». En effet, le livre fait apparaître une boucle dans laquelle les députés rédacteurs des rapports et des textes de lois concernant les sectes s'appuient sur les représentations du sens commun, puis sont soutenus par les médias dans un processus qui renforce les images courantes sans laisser aucune place à la réflexivité objectivante.

L'auteur montre que l'intervention de l'État dans la lutte contre les sectes fragilise le principe de laïcité qui permet à chacun de vivre en accord avec ses convictions religieuses sans être inquiété ou pénalisé

grâce à la protection d'un souverain neutre et distant en matière de croyances. Jusqu'aux affaires qui nous préoccupent, cette neutralité et cette distance reposaient sur le refus de définir et même de reconnaître une religion en tant que telle. D'un point de vue politique, la question n'étant – d'une certaine manière – pas posée, les convictions de chacun étaient une affaire strictement privée dont l'État ne s'occupait pas. Désigner des groupes religieux, les qualifier de sectaires revient à sortir de cette logique qui protégeait les croyances individuelles. Laurent Hincker rappelle que le Conseil de l'Europe se refuse à toute définition juridique des sectes et se montre critique à l'égard des positions françaises en la matière ; il explique que ce dernier s'est tourné vers la Cour européenne des Droits de l'Homme comme dernier recours pour défendre certains groupes désqualifiés !

L'État ne doit pas s'occuper des croyances, mais réguler les comportements qui doivent être punis lorsqu'ils sont délictueux. Pour protéger les individus et la société contre les méfaits de certains groupes, l'auteur rappelle que les faits dénoncés par les rapports parlementaires peuvent être combattus efficacement à l'aide de l'arsenal juridique existant dans le code pénal. Critique à l'égard de la loi About-Picart de 2001, Laurent Hincker affirme que nous n'avons pas besoin d'une nouvelle loi, faisant appel à une notion aussi contestable que celle de « sujétion psychologique ou physique », pour lutter contre l'exercice illégal de la médecine ou l'escroquerie. L'ouvrage montre que l'avocat se livre à un travail d'ajustement permanent pour faire exister la démocratie. Par ses exemples de jurisprudence, l'auteur rappelle qu'il peut faire entendre ceux dont la parole est confisquée et qui sont dévalorisés publiquement. Mais peut-on réparer une mauvaise image ?

Christian Guinchard

LIO, université de Haute Alsace
christian.guinchard@wanadoo.fr

Brigitte JUANALS, *La culture de l'information. Du livre au numérique.*
Paris, Lavoisier/Hermès Sciences, 2003,
242 p.

De l'idéal philosophique qui présida à *L'Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert en 1751 à la huitième édition électronique de *l'Encyclopaedia Universalis* parue en 2002, Brigitte Juanals étudie selon quelles modalités la conservation des documents et l'accès à l'information et au savoir – enjeux fondamentaux de la société dite d'information et de communication – vivent leurs mutations. Ceci du livre aux réseaux numériques interconnectés, au long de dix chapitres qui mettent en lumière les problématiques associées à ce thème central.

Au cours des premiers chapitres, l'auteur développe un propos introductif qui vise à nous familiariser avec l'histoire de l'encyclopédie et des utopies qui ont accompagné les premiers projets d'une part, les technologies numériques du multimédia, d'autre part, pour nous amener à comparer les deux dispositifs de la page du livre et de l'écran d'ordinateur. Ces analyses préalables servent l'objet central de l'étude situé à partir du chapitre 8 et consacré à l'examen méthodique et détaillé de la pratique éditoriale de *l'Encyclopaedia Universalis*. En rappelant l'origine de la création de cet ouvrage, Brigitte Juanals indique selon quelles modalités ses éditeurs ont décidé de proposer un contenu sur un support numérique.

Son étude révèle les préférences du public, apparemment contradictoires mais explicables. En termes de chiffres de vente, la version électronique trouve davantage grâce aux yeux du public que la version papier, et pourtant cette dernière reste considérée comme la plus agréable à consulter. L'agrément et la facilité de consultation sont alors analysés comme problématiques centrales des nouveaux dispositifs d'information : à de multiples reprises, Brigitte Juanals opère une nette distinction entre accès à des données, qu'elles soient présentes sur l'internet, sur un support électro-magnétique tel que le